

## LES FAITS MARQUANTS DE L'IPBES-1:

LUNDI 3 OCTOBRE 2011

La première session de la réunion plénière sur la plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) s'est ouverte aujourd'hui à Nairobi, au Kenya. Le matin, les délégués ont entendu des déclarations liminaires et ont commencé des discussions sur le règlement intérieur de la réunion et l'adoption de l'ordre du jour. L'après-midi, les délégués se sont réunis pour procéder à l'examen: de l'adoption de l'ordre du jour, des fonctions et principes de fonctionnement de la plate-forme et des fonctions et structures des organismes qui pourraient être établies en vertu de l'IPBES.

### LA SEANCE D'OUVERTURE

Ouvrant la première séance de la réunion plénière sur l'IPBES, Fatoumata Keita, Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), a appelé les délégués à observer une minute de silence en hommage à Wangari Maathai, lauréate du Prix Nobel de la Paix. Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE, a présenté l'IPBES comme étant un effort visant à jeter une passerelle entre la science et la politique. Il a également souligné que la communauté internationale compte de plus en plus sur la science pour l'élaboration des politiques et pour sa coopération dans la lutte contre le changement environnemental.

Souhaitant aux délégués la bienvenue à Nairobi, Stephane Kalonzo Musyoka, vice-président du Kenya, a déclaré que l'utilisation non durable et inéquitable continue des ressources de la biodiversité et de l'écosystème souligne la nécessité d'une gouvernance efficace et d'une meilleure coopération entre la science et la politique, et a appelé les délégués à faire en sorte que l'IPBES soit pleinement opérationnelle à l'issue de cette réunion.

Le BRESIL, au nom du G-77/Chine, a qualifié la biodiversité de question d'intérêt mondial et, avec l'ARGENTINE, a appelé à la création d'un bras solide pour le renforcement des capacités des pays en développement comme souligné dans le résultat de Busan. Le GHANA, au nom du Groupe africain, a soutenu l'opérationnalisation et l'établissement de l'IPBES à travers le renforcement des capacités et la mise au point et le transfert des technologies, en particulier en Afrique.

La POLOGNE, au nom de l'UE, a souligné l'importance des approches pluridisciplinaires, de la globalité et des incitations pour attirer les contributions des scientifiques. La représentante a, par ailleurs, soutenu que les dispositions procédurales, institutionnelles et administratives doivent permettre l'accomplissement du rôle et des fonctions de l'IPBES, à travers l'engagement de tous les pays.

La NORVEGE a déclaré que l'IPBES permettra d'améliorer l'utilisation de la science dans l'élaboration des politiques. L'INDONESIE a souligné le maintien de l'indépendance scientifique et de la coopération avec les accords environnementaux multilatéraux (AEM).

Le JAPON a appelé à une plate-forme axée sur l'amélioration de la synergie entre les organisations compétentes et, avec la Russie, à s'assurer que les efforts ne dupliquent pas les initiatives existantes.

Le MEXIQUE a appelé à une IPBES petite et dotée d'une bureaucratie simple, et a demandé que la pleine opérationnalisation de l'IPBES ne perde pas de vue les

considérations de biodiversité. La SUISSE a encouragé les délégués à parvenir à une compréhension commune de la plate-forme à établir et a déclaré que l'IPBES devrait être intégrée au sein du PNUE pour ce qui est de ses fonctions administratives. La REPUBLIQUE DE COREE a déclaré que la réunion fournira une base solide pour l'établissement de l'IPBES.

Le CHILI a suggéré que l'information concernant les besoins scientifiques soit portée à l'attention des ministères concernés, notamment ceux chargés des finances, de l'environnement et de l'agriculture. FIDJI a suggéré que les fonctions de l'IPBES soient établies en premier, puis suivies par la structure institutionnelle. Qualifiant le fossé entre la science et la politique de contrainte critique posée à la conservation de la biodiversité, l'AFRIQUE DU SUD, avec le Centre de l'ANASE pour la biodiversité, a mis en exergue l'importance du renforcement des capacités pour la participation effective des pays en développement dans le processus de l'IPBES. Le PEROU a appelé à un accord rapide sur les dispositions institutionnelles de l'IPBES. Le SUD-SOUDAN a demandé un soutien dans ses efforts dans le domaine du renforcement des capacités pour la conservation de l'environnement.

La Society for Conservation Biology a encouragé le fait que l'IPBES réponde aux demandes des organisations régionales, scientifiques et de la société civile (OSC) et a indiqué que les principes importants pour le succès de l'IPBES sont l'indépendance, la crédibilité et la légitimité.

L'UICN a exhorté les gouvernements à fournir à la plate-forme des modalités opérationnelles claires et un programme de travail solide, et a suggéré que l'IPBES réponde aux demandes des organisations scientifiques et des OSC.

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a réitéré son offre d'être l'un des co-hébergeurs de l'IPBES. L'Université des Nations Unies a exprimé sa volonté de soutenir l'éducation des jeunes scientifiques des pays en développement. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a recommandé que l'IPBES établisse une claire distinction entre la production de connaissances et leur évaluation.

La Convention sur la Diversité Biologique (CDB) a suggéré que le Plan stratégique de la CDB au titre de la période 2011-2020 fournisse un cadre utile pour le programme de travail et que l'IPBES peut jouer un rôle important dans la mise en œuvre du Plan stratégique. L'Organe subsidiaire de la CDB chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA) a souligné que l'IPBES devrait être adaptée aux besoins de la CDB.

La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) a décrit les interfaces entre la science et la politique au sein des processus de la CITES, à prendre en considération pour l'IPBES. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a proposé de co-héberger la plateforme et a souligné l'expérience de la FAO dans le domaine du comblement du hiatus entre la science et la politique. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a souligné la nécessité, pour les institutions de développement, de s'engager dans la protection de la biodiversité.

Le Conseil international pour la science (CIUS), au nom des organisations scientifiques et de la société civile, a affirmé l'intérêt que ces organisations portent à l'établissement de l'IPBES, à la fois comme pourvoyeur et comme utilisateur final des connaissances, et a encouragé le fait que le produit

de l'IPBES soit pertinent à la politique sans être normatif. La représentante a indiqué également que les principes clés dans la conception de la plate-forme devraient être la saillance, l'indépendance et la crédibilité scientifique.

Le Président Watson a appelé à une mise en place urgente des modalités de l'IPBES, tout en veillant "à ce qu'elles soient correctes." Il a souligné que les gouvernements, la communauté scientifique et les organisations non gouvernementales (ONG) ont montré leur volonté de soutenir le processus et d'approuver l'ensemble des quatre éléments du programme de travail.

### LES QUESTIONS D'ORGANISATION

**LE REGLEMENT INTERIEUR:** Présentant le règlement intérieur, Achim Steiner a souligné que les règles et procédures du Conseil d'administration du PNUE (PNUE GC) s'appliqueront à l'IPBES, avec un amendement concernant la participation des pays. Les Etats-Unis y ont fait objection, suggérant que la plénière est en mesure d'apporter les modifications appropriées à ces règles, en fonction des besoins, et ne doit pas être limitée par des décisions antérieures du CA du PNUE. Soutenus par l'UE, le G-77/Chine, le MEXIQUE et la BOLIVIE, les ETATS-UNIS ont indiqué que les décisions devraient être prises uniquement par consensus. L'UE a suggéré de s'appuyer sur les règles et procédures des réunions précédentes de l'IPBES, et le BRESIL a souligné la nécessité d'adopter un règlement intérieur pour toutes les réunions plénières à venir de l'IPBES.

**L'ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU:** Les délégués ont élu Robert Watson (Royaume-Uni) en tant que président. Braulio Ferreira de Souza Dias (Brésil), Ali Mohamed (Kenya), et Senka Barudanovich (Bosnie-Herzégovine) ont été élus vice-présidents.

**ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR:** Neville Ash, Secrétaire du PNUE, a présenté un aperçu des étapes franchies pour atteindre la première session de la réunion plénière sur l'IPBES. Il a rappelé les vastes consultations menées par le Millennium Ecosystem Assessment (MA) et le Mécanisme International d'Expertise Scientifique sur la Biodiversité (IMoSEB), qui ont conduit à la demande faite au PNUE de convoquer une réunion consacrée à la discussion des méthodes permettant de renforcer l'interface entre la science et la politique. Il a également fait état de la décision du CA du PNUE de convoquer la réunion plénière.

Les ETATS-UNIS ont souligné que la nature des travaux de la plateforme doit être considérée avant d'aborder les questions juridiques relatives à la création et à l'opérationnalisation de l'IPBES, et a indiqué que les décisions sur de telles questions dépendront d'une articulation plus claire du programme de travail de la plateforme. Il a demandé que l'avis juridique du Bureau des affaires juridiques soit mis à disposition.

L'ARGENTINE, avec le BRESIL, l'UE, le KENYA, le MEXIQUE, le CHILI et la BARBADE, a suggéré de reporter l'examen des questions juridiques après les discussions sur les fonctions, la structure et les procédures de la plate-forme. Entendu que certaines décisions prises peuvent dépendre des décisions qui seront adoptées à un stade ultérieur, l'ordre du jour a été adopté avec un amendement mineur.

### LES MODALITES ET LES DISPOSITIONS

#### INSTITUTIONNELLES POUR UNE IPBES

**FONCTIONS ET PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT DE LA PLATE-FORME:** Le Secrétaire a présenté le document UNEP/IPBES.MI/1/3 qui définit les fonctions de la plateforme et les principes figurant dans le résultat de Busan. Le MEXIQUE et le Groupe africain ont souligné la nécessité et l'importance du soutien financier pour le renforcement des capacités, la THAILANDE exprimant sa crainte de voir la plate-forme ne pas disposer de suffisamment de ressources financières pour un tel soutien.

La BOLIVIE a souligné que tous les pays ont participé au processus qui a mené au résultat de Busan, et s'est réservé le droit de rouvrir les discussions sur des points particuliers. La COLOMBIE a souligné la nature juridiquement non contraignante de ce document et a fait part de ses préoccupations quant à la manière d'opérationnaliser les fonctions IPBES.

L'UE a souligné que le programme de travail doit répondre aux fonctions de la plate-forme, que la coordination entre les fonctions est importante, que l'IPBES ne devrait pas être impliquée dans la mise en œuvre, que les fonctions de base vont au-delà de la conduite d'évaluations, qu'un éventail complet d'activités devrait être considéré et que l'accent soit placé sur la question de savoir à quel point les fonctions pourraient être liées. L'Australie a déclaré que les objectifs primordiaux de cette session devraient consister à s'assurer que la plateforme atteigne des mesures concrètes, et a appelé à un accord sur les détails du fonctionnement.

L'ARGENTINE a fait état des questions restantes qui portent, entre autres, sur la manière dont la plate-forme intègre les ONG, et la manière dont la plénière décide des priorités. La CHINE a déclaré que la plate-forme dispose, pour le moment, de ressources

humaines et financières limitées et qu'elle devrait être axée sur les niveaux mondial et régional. Le délégué des ILES COOK a souligné la nécessité, pour la plate-forme, de répondre aux demandes des petits Etats insulaires en développement (PEID) et de la CDB.

La SUISSE a proposé la conduite d'un examen approfondi des fonctions de la plate-forme lors de la discussion de son programme de travail, et a souligné que, s'agissant du renforcement des capacités, la priorité devrait être accordée à l'accès à l'information et à la large participation des parties prenantes. La BOLIVIE a appelé à clarifier que les institutions de financement sont chargées uniquement du financement et non, avec les organisations scientifiques et autres, de la fixation des priorités. En réponse, le président Watson a suggéré de prendre cela en considération dans l'opérationnalisation de la plateforme, et a souligné la nécessité d'un dialogue entre les institutions de financement et d'autres organisations. Le MAROC a souligné l'importance de l'évaluation des connaissances disponibles dans chaque pays.

Le Président Watson, accueillant avec satisfaction le large soutien exprimé en faveur du résultat de Busan, a qualifié l'opérationnalisation de la plateforme de défi majeur et a souligné la nécessité d'éclaircir le processus de hiérarchisation des fonctions et l'importance accordée au renforcement des capacités.

#### FONCTIONS ET STRUCTURES DES ORGANES A

**CREER:** Le Secrétaire du PNUE a présenté le document UNEP/IPBES.MI/1/4 qui décrit les dispositions institutionnelles possibles, leurs fonctions et les structures des institutions qui pourraient être établies en vertu de la plateforme. L'Egypte a demandé si les organisations régionales d'intégration économique allaient être membres à part entière de la plénière et disposer, notamment, du droit de vote. Le délégué des Etats-Unis a fait remarquer que cela soulevait des questions d'additionnalité et de compétence. L'UE a déclaré qu'elle n'accepterait pas un statut d'observateur. Le président Watson a précisé que la compréhension actuelle est que ces organisations seront des membres à part entière, mais que la participation sera régie par le règlement intérieur de l'IPBES. Le représentant a suggéré d'éclaircir le rôle exact des organisations régionales d'intégration économique, celui des autres organisations des Nations Unies et celui des Organisations intergouvernementales (OIG), au moment d'établir ces règles. Les délégués ont convenu d'ajouter une note demandant des précisions à un stade ultérieur.

Au sujet de l'examen de l'adhésion des pays à l'IPBES, le BRESIL a suggéré d'inclure une large participation des pays qui sont membres des institutions spécialisées de l'ONU. Le délégué des Etats-Unis, appelant d'abord à la limitation de l'adhésion aux Etats membres de l'ONU, a déclaré qu'il pourrait soutenir une formulation comportant des références aux institutions et programmes parrainant l'IPBES, à savoir le PNUD, l'UNESCO, la FAO et le PNUE. La THAILANDE, le CHILI, le MEXIQUE et la COLOMBIE ont appelé à l'intégration de tous les Etats. Contrés par les ETATS-UNIS, le MEXIQUE et d'autres ont suggéré d'inclure les Etats membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour résoudre les problèmes de la biodiversité dans le domaine de l'énergie nucléaire. Le président Watson a reporté ce sujet et la question soulevée par les délégués sur le point de savoir si les Etats allaient être membres de l'IPBES de manière automatique ou seulement ceux qui auront fait part de leur intention d'en être.

#### DANS LES COULOIRS

La plénière de l'IPBES s'est ouverte dans un esprit positif et les discussions ont avancé tout au long de la journée, stimulé par "l'énergique" présidence de Bob Watson. Les progrès ont semblé lents, mais vu que d'aucuns s'attendaient à voir un groupe de pays en développement pouvoir s'opposer en principe à la création de la plateforme et à une délégation des Etats-Unis remarquablement active, de nombreux participants étaient prêts à admettre que les risques encourus étaient élevés. La souplesse dont a fait montre la délégation des Etats-Unis a fait que les longues discussions sur le programme de travail qui aurait pu paralyser les délibérations toute la semaine ont été reportées. La plupart des délégués ont accueilli favorablement l'idée d'une participation la plus large possible, mais certains ont craint de voir la réouverture du résultat de Busan risquer de créer un précédent potentiellement dangereux pour les travaux de la plénière. Le président Watson a laissé la question de l'adhésion en suspens pour la journée d'après, exprimant son espoir que la réception de la soirée permette un rapprochement des vues des délégués sur cette question.